Document généré le 25 avr. 2024 00:23

Études internationales

CURTIS, Gerald L. (dir.). *New Perspectives on US - Japan Relations.* Tokyo, Japan Center of International Exchange, 2000, 302 p.

Yves Steiner

Volume 32, numéro 4, 2001

Le projet des Amériques sept années plus tard

URI : https://id.erudit.org/iderudit/704357ar
DOI : https://doi.org/10.7202/704357ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Steiner, Y. (2001). Compte rendu de [CURTIS, Gerald L. (dir.). *New Perspectives on US - Japan Relations.* Tokyo, Japan Center of International Exchange, 2000, 302 p.] *Études internationales*, *32*(4), 814–817. https://doi.org/10.7202/704357ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2001

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

New Perspectives on US – Japan Relations.

CURTIS, Gerald L. (dir.). Tokyo, Japan Center of International Exchange, 2000, 302 p.

Cet ouvrage collectif, dirigé par G. Curtis – professeur de science politique à l'Université de Columbia, ancien expert auprès du Conseil national de sécurité et de la Commission trilatérale – s'intéresse aux différentes tournures prises par les relations politiques, économiques, militaires et médiatiques entre les États-Unis et le Japon durant les années quatre-vingt-dix. Agencé en neuf chapitres dont cinq consacrés aux relations économiques et financières américano-japonaises, cet ouvrage réunit des travaux de politologues venant des deux côtés du Pacifique.

La contribution introductive de G. Curtis est une analyse de la politique étrangère américaine à l'égard du Japon depuis la fin des années soixante. Deux tendances majeures sont ainsi mises en évidence. La première réside dans l'attitude ambiguë de la diplomatie américaine à l'égard de la République populaire de Chine, attitude influençant *de facto* le couple américano-japonais. Dans ce ménage à trois, G. Curtis rappelle l'incessant dédain américain vis-à-vis de son partenaire nippon – comportement d'autant plus contre-productif que celui-ci semble aujourd'hui avoir entamé durablement la confiance placée dans l'allié américain par les officiels japonais. Seconde tendance évoquée, le caractère de plus en plus conflictuel des relations commerciales entre le Japon et les États-Unis. Le principal enjeu concerne la question du surplus commercial japonais. G. Curtis note à ce propos que l'administration Clinton a « innové » en imaginant comme argument de lutte commerciale la possible révision à la baisse de l'engagement américain dans les accords de sécurité liant les deux pays. En faisant écho aux théories « révisionnistes », un tournant ouvertement mercantiliste est ainsi apparu dans les pratiques commerciales américaines.

Dressant un bilan contrasté du cloisonnement de l'économie japonaise, R. Bullock relève un certain nombre de « succès » en matière de réformes sectorielles libérales au Japon (vente de détail, finance et télécommunications). Fruits d'une double pression extérieure (*gaiatsu*) et intérieure (*naiatsu*) à la libéralisation durant les années quatre-vingt-dix, ces réformes témoignent de l'importance prépondérante des coalitions en faveur de la déréglementation entre les principaux acteurs économiques des secteurs en question. Dans les cas de réformes achevées, R. Bullock insiste aussi sur le *style* de la réforme opérée (dé-régulation *vs* re-régulation) comme conséquence de la perte de pouvoir de certaines agences gouvernementales à l'image du ministère des Finances.

Prospectiviste, la contribution de J. H. Dwyer s'applique à identifier les conflits potentiels au sein la sphère financière entre le Japon et les États-Unis. Si ces deux États acceptent bon gré mal gré de coopérer afin d'assurer la stabilité du système financier international (grâce à une institutionnalisation de cette coopération au niveau d'agences multilatérales

notamment), plusieurs zones de tension émergent à mesure que la globalisation financière s'intensifie. La compétition pour la captation des fruits de l'internationalisation de la finance (stratégie de compétitivité nationale avec les outils classiques de politique macroéconomique, renforcement des centres financiers) ou la concurrence pour l'imposition des idées et des politiques à même de forger la nouvelle architecture financière mondiale sont ainsi décrites comme autant de sources minant la coopération bilatérale entre le Japon et les États-Unis.

En se basant sur l'exemple de la politique budgétaire japonaise au milieu des années quatre-vingt-dix, J. Katù démontre que son caractère expansionniste résulte de l'intensification de la pression extérieure, notamment américaine, mais aussi et surtout d'un contexte domestique particulier. En s'opposant ainsi à la thèse qui fait du Japon un État réactif à la seule pression extérieure (K. Calder), l'auteur avance trois facteurs internes pour saisir la dynamique nouvelle de la politique budgétaire nippone : 1) un changement de vue sur la nature et la profondeur de la crise économique domestique et 2) une sensibilité accrue aux problèmes de l'économie mondiale de la part des dirigeants nippons ainsi qu'une 3) forte volatilité politique au sein du nouveau paysage partisan suite à la déliquescence lente du parti libéral démocratique (PLD).

Complétant la contribution de J. Katù, Y. Koyù entreprend également un examen de la politique budgétaire au Japon. Face aux pressions américaines qui réclament la réduction du surplus de la balance des transactions courantes observées dès le milieu des années soixante-dix, le caractère expansionniste de la politique budgétaire japonaise s'explique par la volonté des acteurs économiques dominants, relayés par le PLD, de maintenir un yen faible et favorable aux secteurs d'exportation. Constatant que la hausse du yen dès le milieu des années quatre-vingt est consubstantielle à l'internationalisation de l'économie japonaise, ces mêmes acteurs économiques déploient de nouvelles stratégies pour faire face à cette hausse grâce aux ressorts de la finance internationale. La question du taux de change diminuant en importance, la politique monétaire devient au même titre que la politique budgétaire un moyen de réduire l'excédent de la balance japonaise.

M. Tadokoro, quant à lui, aborde la question de l'agencement des interactions médiatiques et de leurs impacts sur les relations américano-japonaises. La place réduite accordée par les médias américains à l'actualité nippone – à l'inverse de la situation japonaise – témoigne d'une relation asymétrique dans le traitement de l'information dans ces deux pays. Structurellement dominants, les médias américains imposent une vision partielle et partiale de la réalité nippone, vision d'autant plus caricaturale qu'elle en devient un support de crispation dans l'archipel. Ces deux logiques ont conduit à passer d'un Japon considéré comme une menace économique durant les années quatre-vingt à un Japon ridiculisé pour sa déroute financière une décennie plus tard. En conclusion, M. Tadokoro estime que la persistance de ces images

déformées sont autant d'obstacles à de « meilleures » relations intergouvernementales entre le Japon et les États-Unis.

La contribution de R. Uriu, qui se concentre sur l'influence des idées « révisionnistes » sur la politique commerciale américaine à l'égard du Japon, se veut une pièce à verser au dossier des défenseurs des théories constructivistes en relations internationales. Dès 1993, la ligne de négociation commerciale américaine vise à obtenir une ouverture graduelle et chiffrée en termes de part de marché (*results-oriented*) de l'économie japonaise. Cette nouvelle ligne de négociation témoigne d'une vision révisée de l'économie japonaise où cette dernière est jugée fondamentalement menaçante et différente du capitalisme américain. En s'inspirant des travaux de P. Hall, R. Uriu défend la thèse qu'un groupe restreint d'universitaires et de journalistes, relayé par certains décideurs au sein de l'économie et de l'administration, a progressivement imposé dans la sphère économique et politique à la fin des années quatre-vingt, puis dans l'administration Clinton fin 1993, cette nouvelle vision du capitalisme nippon et donc la nouvelle orientation de la politique commerciale américaine.

M. Green s'interroge sur l'état de la coopération américano-japonaise en matière de sécurité, et observe que cette dernière s'étiole désormais graduellement. Fort d'exemples prenant pour cadre la coopération militaire bilatérale et multilatérale, les bases militaires américaines au Japon, la politique américaine à l'égard de la Chine, ou la question coréenne, M. Green illustre l'apparition d'un nouveau« réalisme » au Japon. Aujourd'hui, de nombreuses voix appellent le Japon à développer plus avant sa propre politique de sécurité à mesure que l'engagement américain semble se réduire et malgré l'influence encore significative d'un sentiment pacifiste dans la société civile japonaise.

Dernière contribution de l'ouvrage, le chapitre de A. Tanaka se borne à décrire le contexte international dans lequel se déploient les relations américano-japonaises. En Asie, démocratisation et globalisation sont les grandes tendances des années quatre-vingt-dix. Cette période a vu également se succéder des crises de toute sorte (Taïwan, la Corée du Nord et la crise financière) alors que parallèlement la fin de la guerre froide engendrait une quête des « nouvelles menaces » dans la région. Le renforcement de la coopération multilatérale (APEC, ASEAN, ASEAN +3) et surtout le renouveau diplomatique entre grandes puissances (États-Unis, Chine, Japon et, dans une moindre mesure, Russie) apparaissent, aux yeux de A. Tanaka, comme étant à même d'apaiser les tensions dans le nouveau contexte régional asiatique.

Pour celui ou celle qui s'intéresse aux relations américano-japonaises, cet ouvrage a l'avantage d'être clair et synthétique au regard de la multiplicité des approches et des thèmes abordés. À plusieurs reprises, il offre également au lecteur des contributions qui sont le fruit d'une recherche académique certes, mais aussi d'une expérience au contact d'agences gouvernementales américaines ou japonaises. Cependant, ces avantages n'en laissent pas moins un sentiment partagé. Étrangement, aucun chapitre

introductif – ou conclusif – n'est là pour apporter au lecteur une synthèse des outils analytiques et des perspectives théoriques mobilisés par les différents auteurs. Une telle synthèse aurait peut-être permis d'éviter que seule une des cinq contributions qui analysent les dimensions économique et financière des relations américano-japonaises, s'attarde – et sur une page uniquement (p. 84) – à caractériser le processus d'internationalisation du capital. Le silence de ces auteurs sur cette question, alors que l'évocation de la pression extérieure sous toutes ces formes apparaît en filigrane tout au long de cet ouvrage, n'en n'est que plus assourdissant.

Yves STEINER

Étudiant post-grade EPI
London School of Economics (LSE)

The MAI Affair. A Story and its Lessons.

HENDERSON, David. London, The Royal Institute of International Affairs, 1999, 73 p.

Ce court document vaut la peine d'être lu par quiconque s'intéresse à la question de l'Accord multilatéral sur l'Investissment et ses suites. Non pas qu'il constitue une analyse si percutante de l'échec de l'AMI, mais plutôt pour ce qu'il représente ; une défense du libéralisme sur le plan du discours à la lumière de ce qui a causé l'échec de l'AMI. C'est à ma connaissance le seul ouvrage qui dénonce la perte de crédibilité du mouvement de libéralisation tout en se situant idéologiquement du côté de ceux qui veulent le restaurer.

Henderson, qui fut chef de la Division Économie et Statistiques de l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le. Développement Économique) pendant 8 ans, n'était plus en fonction au moment de la négociation de l'AMI. Son expérience lui permet tout de même d'offrir une analyse crédible du processus de négociations ainsi que des raisons de l'échec de l'AMI. Ceci dit, Henderson ne propose pas une analyse différente sur le fond par rapport aux analyses critiques qui furent publiées sur la question. L'échec de l'AMI s'expliquerait par des divisions internes ainsi que par l'opposition de mouvements sociaux. Là où le texte propose une interprétation originale c'est lorsqu'il insiste pour souligner les problèmes dans la communication du message de libéralisation. Le texte de Henderson se présente alors comme un plaidoyer pour que les efforts de libéralisation des investissements se poursuivent, en dépit de l'échec de l'AMI.

Le livre est organisé de telle sorte que ces priorités ressortent clairement. Henderson propose en introduction une lecture du processus de négociation. Au chapitre 2, il présente l'argument de continuité logique que représentait l'AMI, notamment dans le contexte de croissance constante de l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays de l'OCDE et de leur rôle central dans les mesures de libéralisation consenties et en vigueur. Le 3e chapitre, portant sur les négociations de l'AMI, permet de bien saisir le détail du déroulement des négociations en insistant sur ce qu'il qualifie de deux phases de négociations, internes et externes, avec leurs séries d'opposition. Ce chapitre conclut avec